

PME EN ALGERIE : Vers une solution pour un développement économique durable : Opportunités et défis.

SMEs IN ALGERIA: Towards a solution for sustainable economic development: Opportunities and challenges.

²Dr. Nadjoua GHARBI

Dr. Samia GHARBI ¹

Université Constantine 2

Université Constantine 2

nadjoua.gharbi@gmail.com

gharbis13@yahoo.com

تاريخ النشر: 2018/12/30

تاريخ الاستلام: 2018/10/27

Résumé: La PME constitue l'un des défis majeurs du plan d'action du gouvernement du fait qu'elle procure une croissance soutenue pour l'économie et assure son développement d'une manière durable. L'Algérie a pris conscience du rôle de ce type d'entreprises en créant un environnement propice dotant d'outils efficaces lui permettant de confronter la concurrence et mieux se positionner sur les marchés. Ainsi, de nouvelles lois d'orientation sur la PME ont été promulguées afin d'aboutir à un long processus de concertation avec les parties concernées pour donner un nouveau souffle à ce type d'entreprises dans le but de jouer pleinement son rôle dans le processus de diversification et de développement de notre économie.

Notre étude met l'accent sur secteur sur un plan macro-économique, en se basant sur des statistiques produisant un état des lieux des PME en Algérie, sans pour autant oublier sa contribution au développement régional durable sur un territoire plus étroit qu'est la wilaya de Constantine.

Mots clés : PME, développement durable, économie, diversification.

Abstract: Empowering small and medium enterprises is considered as one of the main prerogatives of the government since it plays a key role in the development of the economy. Algeria is now conscious about the role of this type of companies. It is trying to provide it with a stable environment and with the necessary tools that will allow it to be more competitive in different markets. In this sense, new laws that aim to promote SMEs have been elaborated by the government in order to allow it to fully play its role in the process of diversification and development of our national economy. The present study sheds light on this sector from a macroeconomic perspective based on the available statistics about SMEs. It will also emphasize its role in the economic development of the province of Constantine.

Keywords: SME, Sustainable development, economy, diversification

INTRODUCTION

La création de la très petite, petite et moyenne entreprise, occupe une position de premier plan dans le processus de développement algérien, ce qui explique un phénomène démographique important dépassant la barre de 1 022 621 pme en 2017, dont 390 entreprises publiques et les 1 022 231 pme sont des entreprises privées, ce qui représente 99.96% du secteur des entreprises algériennes de taille petite et moyenne.

L'incertitude que vit le quotidien économique, menaçant toute tentative d'entreprendre a donné des TPE/PME fragiles, n'ont pas les moyens pour affronter les secousses et les bouleversements économiques qui les menacent dans chaque étape de sa vie, commençant par la création, passant par la survie en voie de croissance ou dans la majorité des cas vers la disparition.

L'expérience algérienne dans le domaine des TPE/PME a démontré que les obstacles les plus influençables dont souffre ce type d'entreprises sont cités dans les points suivants:

- Difficultés d'accès aux différents moyens de financement, et aux différentes possibilités de crédits et de garanties;
- Difficultés d'accès au foncier en raison de la complexité et de la lourdeur des procédures administratives et par le manque de transparence;
- Pratiques bureaucratiques et manque d'organisation;
- Baisse remarquable sur un plan d'encadrement, de suivi et de gestion concernant la création des TPE/PME.

Dans de telles conditions, *comment prendre en considération la vraie valeur des TPE/PME? Quelles mesures faut-il prendre et quelles stratégies à adopter pour faire face à une concurrence vive? Quels sont les moyens adéquats devraient permettre aux TPE/PME de créer la valeur ajoutée et être un véritable outil de promotion socio-économique?*

Afin de répondre à ces questions, la présente communication expose les résultats d'une étude réalisée dans la wilaya de Constantine (capitale de l'Est algérien), s'appuyant sur une approche purement empirique issue du terrain.

Nous aborderons donc dans un premier lieu, la définition des TPE/PME selon la loi algérienne afin d'adopter un langage commun et précis, puis dans un second temps, nous exposerons les différents organismes et institutions de soutien et d'accompagnement aux TPE/PME opérationnels sur le territoire algérien, accentuant sur ceux activant dans la wilaya de Constantine, nous essayerons également d'enrichir le

contenu par des statistiques et des données sur les réalisations dans la wilaya depuis 2005, pour arriver enfin dans une dernière partie à exposer les résultats et par conséquent à mentionné les stratégies et solutions envisageables afin d'atténuer les obstacles qui nuisent au bon fonctionnement des TPE/PME algériennes.

Partie 1 : Cadre conceptuel des PME/PMI

1. DEFINITION

La petite et moyenne entreprise, est définie quelque soit son statut juridique; comme étant une entreprise de production de biens ou/et de services:

- Employant une (01) à (250) personnes;
- Dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 02 milliards de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions de dinars;
- Et qui respecte les critères d'indépendance.

Au titre de la présente loi, il est entendu par;

- Personnes employées; le nombre de personnes correspond au nombre d'unités de travail-année (UTA); c'est-à-dire au nombre de salariés employés à temps plein pendant une année. Le travail partiel ou le travail saisonnier étant des fractions d'Unité de Travail-Année.

L'année à prendre en considération est celle du dernier exercice comptable clôturé

- Seuils pour la détermination du chiffre d'affaires ou pour le total du bilan ceux afférents au dernier exercice clôturé de douze mois.
- Entreprise indépendante; l'entreprise dont le capital n'est pas détenu à 25% et plus par une ou plusieurs autres entreprises ne correspondant pas à la définition de la PME.

Art. 5- La moyenne entreprise est définie comme une entreprise employant 50 à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires est compris entre 200 millions et 02 milliards de dinars ou dont le total du bilan annuel est compris entre 100 et 500 millions de dinars.

Art. 6- La petite entreprise est définie comme une entreprise employant de 10 à 49 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200 millions de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 100 millions de dinars.

Art. 7- La très petite entreprise (TPE); ou micro entreprise est une entreprise employant de 01 à 09 employés et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 20 millions de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions de dinars.

Tableau - 01: La typologie des TPE/PME

Type d'entreprise	Nbre d'employés	Chiffre d'affaires (D.A)	Total bilan (D.A)
Très petite	1 - 9	< 20 millions	< 10 millions
Petite	10 - 49	< 200 millions	< 100 millions
Moyenne	50 – 250	200 millions – 2 milliards	(100 – 500) millions

Source : *Loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise; décembre 2001.*

2. INSTITUTIONS ALGERIENNES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PME

Conscients de l'importance et des enjeux qui l'entourent, les pouvoirs publics ont créé des structures de promotion, de soutien et d'accompagnement des TPE/PME, pour mieux cerner les points de faiblesses qui entravent la survie et le bon fonctionnement de ces entreprises, des centres de facilitation, des pépinières d'entreprises, des sociétés financières spécialisées (SFS), ainsi que la mise en place de multiples instruments fiscaux et financiers, parmi ces diverses institutions et organismes notant:

2.1. Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC - 1994)

La caisse vise les chômeurs de la tranche d'âge entre 35 et 50 ans, qui investissent dans des activités industrielles et/ou des services, sauf la revente en l'état. La caisse assure également les tâches suivantes:

- Propose un crédit sans intérêt entre deux (02) et cinq (05) millions de Dinars;
- Accompagnement personnel aux porteurs de projets;
- Franchise de la TVA pour l'acquisition de biens d'équipement et de services entrant directement dans la réalisation de l'investissement;
- Exemption du droit de mutation à titre onéreux sur l'acquisition immobilière effectuée dans le cadre de la création de l'activité;
- Application du taux réduit de 05% en matière de droits de douane pour les biens d'équipements entrant directement dans la réalisation de l'investissement.

2.2. Agence Nationale de Soutien de l'Emploi des Jeunes (ANSEJ - 1996)

L'ANSEJ se charge de:

- Le soutien, l'orientation et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs;
- Aide sous différentes formes (financières et non financières);
- Le suivi des investissements et le suivi de l'application des cahiers des charges;

- L'encouragement de toute initiative vise la création et la promotion de l'emploi;
- Joue le rôle d'intermédiaire entre les banques et les différents organismes et institutions financiers et les entrepreneurs investisseurs.

2.3. Agence de Développement Social (ADS - 1996)

L'agence assure le développement des micro-credits précisément pour les citoyens sans revenus.

2.4. Agence Nationale de Développement des Investissements (ANDI - 2001)

Les principaux rôles de cette agence sont:

- La promotion, le développement et le suivi des investissements nationaux et étrangers;
- L'accueil et l'orientation des jeunes investisseurs;
- La facilitation de toute procédure administrative pour la création des entreprises;
- La garantie de bénéficier des avantages (exonération des droits et taxes);
- La sensibilisation des investisseurs étrangers potentiels.

2.5. Fond de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises (FGAR - 2002)

Le fond revêt une importance particulière car sa mission principale est la facilitation d'accès aux crédits bancaires à moyen terme sous forme de garanties;

Pour pouvoir bénéficier de cette garantie le projet doit être:

- Soit la création d'une nouvelle activité économique;
- Soit le développement et l'extension d'une activité économique existante ;
- Soit le renouvellement des équipements de l'entreprise.

2.6. Agence Nationale de Gestion des Micro-Credits (ANGEM - 2004)

L'agence octroie des crédits sans intérêts destinés à l'achat de matières premières, pour des projets dont le coût ne dépasse pas les 30 000 dinars. Les aides accordées sont le soutien, le conseil, et l'accompagnement dans la mise en œuvre de l'activité.

2.7. Fond National de Promotion des Activités Artisanales (FNPAAT)

Le fond subventionne l'acquisition des équipements et outils qui sont utilisés dans l'artisanat et l'art, il vise à

- Renouveler les équipements afin d'élargir la production et améliorer sa qualité
- Soutenir les actions de promotion;

- La formation et apprentissage pour les jeunes;
- Sauvegarder les activités en voie de disparition.

2.8. Bourse se Sous-Traitance et de Partenariat (BSTP – 1993)

La bourse est une association à but non lucratif créée en mai 1993 par des industriels pour les industriels, elle bénéficie de l'appui des pouvoirs publics et de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel), la bourse est une banque de données industrielles et représente une forme de rencontres professionnelles, son rôle est le rapprochement des TPE/PME ainsi qu'entre les TPE/PME et les grandes entreprises.

L'efficacité de ces différentes mesures reste en pratique limitée et relève un certain nombre d'insuffisances, il s'agit en particulier d'améliorer l'environnement des affaires, de développer des infrastructures et de donner une plus grande attention au capital humain puisqu'il représente une source de croissance très importante à développer et à soutenir. Et pour ce faire, la création d'autres institutions de facilitation et d'accompagnement a été nécessaire pour l'accomplissement d'une mission entourée d'entraves. Ces organismes sont:

- Pépinières d'entreprises: se sont des structures d'accompagnement des nouvelles entreprises dans les premières années de leurs existences;
- Incubateurs d'entreprises: en collaboration avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et notamment l'agence nationale pour la recherche et le développement technologique;
- Centres de facilitations: il s'agit de la création de 14 centres de facilitation pour accompagner les porteurs de projets;
- Caisse de promotion de la compétitivité industrielle;
- Programme MEDA de mise à niveau des entreprises;
- Caisse nationale d'assurance chômage;
- Caisse nationale de développement des régions du sud algérien;
- Caisse nationale de la recherche scientifique et le développement technologique;
- Caisse nationale de formation et d'apprentissage professionnel;
- Caisse nationale de garantie des crédits des PME.

3. EVOLUTION DES TPE/PME EN ALGERIE : Etat des lieux

Pour mieux analyser le climat d'investissement dans la wilaya de Constantine, on a opté en premier lieu à présenter le tissu des TPE/PME publics et privées dispersées sur le territoire national sur une période qui s'étale entre 2001 et 2010, puis celui de la TPE/PME existant dans la

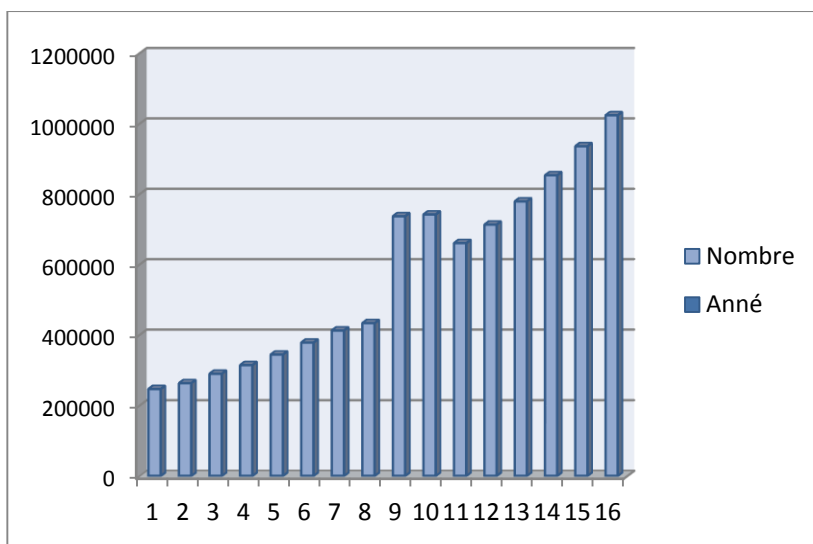
wilaya de Constantine depuis 2005. L'objectif est d'abord de montrer l'évolution de ce type d'entreprises au niveau national pour pouvoir identifier sa position dans la wilaya de Constantine, puis de présenter les bilans d'activités des organismes de soutien aux entreprises et enfin essayer de cerner les principaux obstacles à l'investissement dans la wilaya. Nous utilisons pour cela, les données fournies par la CNAS, le Ministère de la petite et moyenne entreprise, et les Directions de Wilaya de l'Industrie, de la Planification et de l'Aménagement et du Territoire.

Tableau n- 2: Evolution des PME en Algérie durant la période 2001 - 2017

Année	Nombre
2001	245 348
2002	261 853
2003	288 577
2004	312 959
2005	342 788
2006	376 767
2007	410 959
2008	432 068
2009	735 605
2010	740 552
2011	659 309
2012	711 832
2013	777 816
2014	852 053
2015	934 569
2016	1 022 621

Source: les bulletins d'information économique, ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise, et de la promotion de l'investissement.

Pour que les données du tableau n° 2 soient plus représentatives, on a opté pour le l'histogramme suivant :



Remarquons que l'évolution des PME n'a pas cessé relativement, d'accroître depuis 2001, elles ont enregistré un taux de 7.32% entre 2011 et 2012, un taux moindre que celui enregistré l'année d'après 9.54%, pour arriver à 9.70 entre 2014/2015 et à la fin cette évolution a connu une légère baisse entre 2015/2016 enregistrant 9.42%.

Le tissu des TPE/PME publics et privées existant dans la wilaya de Constantine de 2003 à 2008 est présenté dans le tableau ci-dessous, des données collectées auprès de la CNAS, organisme principale de source d'information du secteur.

Tableau -3 : Evolution de la population des TPE/PME dans la wilaya de Constantine.

Nombre des TPE/PME	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	6361	6859	7499	8439	9291	9905

Source : les bulletins d'information économique, ministère de la PME et de l'artisanat.

Il ressort de l'examen du tableau précédent que bien que la wilaya de Constantine possède un potentiel d'investissement très encourageant, point que nous aborderons dans le prochain élément, le nombre des PME reste très restreint et l'évolution de ce secteur se caractérise par une lenteur remarquable, les chiffres montrent que la wilaya compte 12 PME pour 1000 habitants, un nombre très faible malgré l'importance de la création de ce type d'entreprise et son impact sur l'emploi et l'insertion sociale de la tranche des jeunes en premier lieu.

4. L'INVESTISSEMENT ET LES TPE/PME DANS LA WILAYA DE CONSTANTINE

Nous présentons dans cette partie l'état du tissu industriel public et privé existant dans la wilaya de Constantine, puis celui de la petite et moyenne entreprise. L'objectif est d'abord d'évaluer la position de la Wilaya de Constantine par rapport aux autres Wilayas, puis de présenter les bilans d'activités des organismes de soutien à l'investissement afin d'essayer de cerner les principaux obstacles à l'investissement dans la wilaya. Nous utilisons pour cela, les données fournies par la CNAS, le Ministère de la petite et moyenne entreprise, et les Directions de Wilaya de l'Industrie, de la Planification et de l'Aménagement et du Territoire.

4.1. Le tissu industriel :

Il se compose de deux majeures parties, nous citons :

4.1.1. Le secteur public :

La wilaya de Constantine a bénéficié au cours de la réalisation des plans de développement nationaux de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980 de l'implantation d'un certain nombre d'entreprises publiques industrielles. Mais ce secteur vit depuis plus de 20 ans une situation de crise. Le nombre d'entreprises est entrain de baisser par les effets conjugués des fermetures et des privatisations. Actuellement les entreprises publiques industrielles sont réparties selon les branches et la taille comme l'indiquent les tableaux 4 et 5.

Tableau – 4 : Répartition des entreprises publiques industrielles de la wilaya de Constantine selon la branche et la taille de l'entreprise en 30 Avril 2006.

PME EN ALGERIE : Vers une solution pour un développement.....

Branches	De 1 à 9 salaires		De 10 à 99 salariés		Plus de 100 salariés		Total	
	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Entreprises	Travailleurs
Agriculture et pêches	1	1	9	388	2	434	12	823
Eau et énergie	2	6	1	45	2	535	5	586
Hydrocarbures	1	2	0	0	0	0	1	475
Travaux pétroliers	0	0	0	0	0	475	1	268
Mines et carrière	0	0	2	133	1	135	3	4571
Métallurgie	1	7	13	500	6	4064	20	1251
Matériaux de construction	1	5	8	295	3	951	12	10365
Travaux publics	8	40	24	807	19	9518	51	348
Chimie plastique caoutchouc	0	0	2	128	1	220	3	2207
Agro-alimentaire	1	1	6	333	2	1873	9	336
Textile confections	0	0	1	44	1	342	2	464
Bois et papiers	0	0	5	101	3	363	8	66
Industrie autre	0	0	1	66	0	0	1	21
Total	15	62	72	2840	41	18910	128	21812

Source: CNAS- Constantine

Tableau - 5: Les principales entreprises publiques industrielles implantées à Constantine.

Branches	Entreprises	Lieu
INDUSTRIES MECANQUES	1. ENMTP	Ain Smara
	2. CPG (Complexe pelles et grues)	Ain Smara
	3. CCA (Complexe compresseurs compacteurs)	Ain Smara
	4. GERMAN (Matériel de gerbage)	Ain Smara
	5. CMT (Complexe Moteurs Tracteurs)	Ain Smara
	6. ALEMO (Machines outils)	Oued Hamimime
	7. Société de fabrication de vérins et de composants hydrauliques	Khroub
Textile	8. COTEST	Chaabersas
Industrie chimique	9. SAIDAL (Insuline et produits pharmaceutiques)	Z. I. Palma
Matériaux de construction	10. SCHB (Cimenterie Hamma Bouziane)	Hamma Bouziane
	11. EUG Entreprise de Granulats	Ain Abid
	12. SCC Société céramique et carreaux	Ibn ziad
Agro Alimentaire	13. Laiterie Numidia	Chaabersas
	14. SMID (Filiale Moulins Sidi Rached)	Hamma Bouziane
	15. SMID (Filiale Moulins Sidi Rached)	Khroub
	16. SNTA	Z.I benbadis
	17. EBHS (Entreprise des Boissons gazeuses)	Didouche Mourad
Energie et industrie pétrochimique	18. NAFTAL – GPL	Bounouara
	19. NAFTAL – CLP	Bounouara
	20. ENGI (Gaz industriels)	Z.I Palma
	21. EPTPC (Travaux publics)	Z.I palma
	22. SOREM (Travaux de constructions)	Z.I Palma

Source: Direction de l'industrie, wilaya de Constantine

Ce secteur a fait l'objet, depuis une vingtaine d'années, de nombreuses réformes et restructurations qui n'ont pas réussi à le rendre plus performant. La plupart de ses entreprises rencontrent toujours des difficultés économiques et financières qui les contraignent au partenariat ou à la privatisation. Le nombre d'entreprises publiques industrielles implantées dans la Wilaya de Constantine est passé de 149 entreprises en 2004 à 113 en 2006, soit une diminution de 36 entreprises en une année et demie.

4.1.2. LE SECTEUR PRIVE :

Le secteur privé a été fortement encouragé par les textes juridiques promulgués au cours de ces dernières années dans le cadre de la libéralisation de l'économie, cependant si le rôle du secteur privé national reste limité dans la réalité celui du secteur privé étranger est quasi-inexistant dans la Wilaya si on fait abstraction des projets en cours ou en gestation. Nous analyserons les raisons de cette faible croissance du secteur privé lorsque nous traiterons la question des entraves à l'investissement dans la wilaya de Constantine, dans la dernière partie de cette contribution.

Le secteur privé industriel emploie 12 369 travailleurs à comparer avec les 21 812 employés dans le secteur public industriel, alors que le nombre d'entreprises privées dépasse de loin le nombre d'entreprises publiques industrielles. Ce qui donne une moyenne de 5,3 employés par entreprise privée et 170 employés par entreprise publique.

Tableau – 6: Répartition des entreprises privées industrielles implantées à Constantine selon les branches et la taille de l'entreprise en 2006.

Branches	De 1 à 9 travailleurs		De 10 à 99 travailleurs		Plus de 100 travailleurs		Total	
	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectif
Agriculture et pêche	41	95	3	51	0	0	44	146
Mines et carrières	13	64	19	380	0	0	32	444
Fer et métallurgie	72	195	14	399	1	104	87	698
Matériaux de construction	81	168	5	167	3	572	89	907
Travaux publics	1250	2622	89	2761	11	1903	1350	7286
Chimie plastique caoutchouc	22	62	8	271	0	0	30	333
Agro-alimentaire	328	654	15	358	2	236	345	1248
Textile confection	59	123	1	54	0	0	60	177
Eaux	10	32	3	61	1	189	14	282
Bois papiers	217	378	13	273	0	0	230	651
Industrie autre	56	106	14	91	0	0	60	197
Total	2149	4499	174	4866	18	3004	2341	12364

Source: CNAS Constantine

4.2. LA TPE/PME DANS LA WILAYA DE CONSTANTINE :

Nous avons assisté ces dernières années à une croissance rapide du nombre de TPE/PME au niveau national dans les secteurs suivants: bâtiment et travaux publics, transport, communications, commerce, services fournis aux entreprises. Ces secteurs ont connu la même évolution dans la wilaya de Constantine. Mais le nombre de très petites, petites et moyennes entreprises implantées dans cette Wilaya ne reflète pas l'importance de Constantine, troisième ville du pays et capitale de l'Est algérien, elle n'arrive qu'en neuvième position dans le classement des 10 premières wilayas classées selon le nombre de petites et moyennes entreprises, comme le montre tableau n°7. Malgré la dynamique de croissance qu'a connue la Wilaya de Constantine dans le domaine de la TPE/PME depuis 2005, puisque son taux de croissance annuel de 2006 par rapport à 2005 est de 11,674 %, alors qu'il était, pour la même période, de 9,014 pour la Wilaya d'Alger, de 6,599 % pour la Wilaya d'Oran, de 9,456 % pour la Wilaya de Tizi Ouzou et de 9,535 % comme moyenne nationale.

Tableau - 7: Classement des 10 premières wilayas selon le nombre de TPE/PME

Rang	Wilaya	1er semestre 2007	1er semestre 2008	Taux d' évolution %
1	Alger	34 401	37 103	7,85
2	Oran	17 863	18 971	6,20
3	Tizi Ouzou	15 472	17 179	11,03
4	Bêjaia	12 068	13 231	9,64
5	Séif	11 859	13 047	10,02
6	Boumerdès	9 825	10 964	11,59
7	Tipaza	9 638	10 527	9,22
8	Blida	8 995	9 905	10,12
9	Constantine	8 947	9 838	9,96
10	Chlef	7 514	8 068	7,37
Autres wilaya		147 662	160 745	8,86
TOTAL		284 244	309 578	8,91

Source: Bulletin d'information économique N 13 - 2008, ministère de la PME et de l'artisanat.

Le niveau insuffisant de l'investissement est la cause principale du taux de chômage élevé dans la wilaya de Constantine, selon la Direction de la Planification et l'Aménagement du Territoire le taux de chômage a atteint 24% dans la wilaya de Constantine au cours du premier trimestre 2006. Ce taux est de loin supérieur au taux national moyen qui est de 15,3 % selon un rapport de l'Office National des Statistiques et de 17,7 % en 2004 selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

3.3. Bilan des organismes de soutien et d'accompagnement à la création d'entreprises dans la wilaya de Constantine :

Il existe à Constantine 04 organismes chargés de l'accompagnement et du soutien à l'investissement en plus du CALPI, chargé de l'octroi du foncier. Les missions de ces organismes sont présentées dans le tableau suivant:

Tableau - 8: Organisation de soutien et d'accompagnement a Constantine.

Organismes	Missions	Date de création
CALPI	Etude et sélection des projets en vue de l'octroi du foncier.	1994
ANDI	-Orientation, accompagnement, octroi d'avantages. -Encadrement du guichet unique.	2003
ANSEJ	-Soutien et accompagnement de micro entreprise en faveur des jeunes âgés entre 19 et 40 ans. -Financement de microprojets jusqu'à concurrence de 10 millions de dinar algérien. -Octroi d'avantages.	1998
CNAC	Ses missions ont évoluées comme suit : 1994 : assurance des travailleurs licenciés. 1998 : soutien à la réintégration des travailleurs libérés et aide aux entreprises en difficulté 2004 : soutien et accompagnement de la création d'activités en faveur des chômeurs âgés de 35 à 50 ans	1994
ANGEM	Micro crédits de 50.000 DA à 400.000 DA pour la création d'activités à rembourser dans un délai de 12 à 60 mois.	2004

Source: CNAS Constantine

4.3.1. Bilan d'activité du CALPI dans la wilaya de Constantine

Le tableau suivant récapitule l'activité du CALPI dans la Wilaya de Constantine depuis le lancement de ses activités en 1994.

Tableau - 9 : Bilan d'activité du CALPI arrêté à la fin Octobre 2006.

Secteurs	Nombre de dossiers déposés	Nombre de projets agréés	Nombre de projet en cours de réalisation	Nombre de projets entrés en activité	Nombre d'emplois prévus	Emplois créés
Industrie	-	474	42	10	14683	224
Agriculture	-	05	00	-	80	-
Tourisme et artisanat	-	28	02	-	418	-
Réalisations BTPH	-	30	01	02	1071	16
Commerce	-	36	03	-	426	-
Autres services	-	100	03	08	1768	89

Total	779	673	51	20	18446	329 1,78%
--------------	-----	-----	----	----	-------	--------------

Source : CALPI – wilaya de Constantine

Plusieurs causes peuvent expliquer le bilan médiocre du CALPI à Constantine:

- le manque de sérieux dans l'étude des dossiers, le népotisme, le non respect des cahiers des charges par la majorité des bénéficiaires, les obstacles dressés par les banques dans les opérations de financement, le non achèvement de la viabilisation des zones d'activités, certains projets n'ont pu être réalisés à la suite de l'ouverture économique qui a entraîné l'apparition d'une forte concurrence sur le marché;

4.3.2. Bilan d'activité de l'ANDI dans la wilaya de Constantine :

Le tableau N°9 résume le bilan d'activité de l'ANDI de la wilaya de Constantine de 2003 à 2006.

Il n'existe pas d'informations précises sur le nombre de projets entrés effectivement en activité. Selon l'administration de l'ANDI, la durée moyenne pour la mise en activité varie entre six mois et trois années selon la nature du projet, moins d'une année dans le secteur des transports et de la maintenance et 2 à 3 années pour les projets industriels, la santé (Clinique, produits pharmaceutiques, ...).

Tableau - 10 : Répartition des projets d'investissement selon la branche d'activité et à l'année de déclaration l'ANDI de Constantine de 2003 à 2006.

Branches d'activité	Nombre de déclaration				Emploi				Total 2003-2006	
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006	Nombre de déclarations	Nombre d'emplois
agriculture pêche forêts	4	7	5	5	118	60	53	40	21	271
sidérurgie métallurgie mécanique électricité	4	3	6	3	160	57	113	61	16	391
construction travaux publics matériaux de construction	2	26	15	15	30	560	445	384	58	1419
chimie caoutchouc plastic	1	4	4	6	14	59	79	210	15	362
agro-alimentaire tabacs – allumettes	1	11	6	11	58	357	95	378	29	888
textile confection cuir chaussures	2	4	-	5	530	224	-	79	11	838

bois – liège- papiers	3	3	2	-	60	63	46	-	8	169
transport communications	13	15	27	13	73	90	397	114	68	674
services fournis aux ménages	2	9	8	5	18	224	195	118	24	555
services fournis aux entreprises	0	5	3	-	-	175	80	-	8	255
autres industries-santé - tourisme	3	6	13	7	116	53	599	364	29	1132
Total	35	93	89	70	1177	1922	2102	1748	287	6954

Source: ANDI Constantine

4.3.3. Bilan d'activité de l'ANSEJ dans la wilaya de Constantine

Depuis sa création en 1998, jusqu'à 31 Octobre 2006, l'ANSEJ de la wilaya de Constantine a reçu 15000 demandes, mais seules 13 125 demandes ont été acceptées et seulement 2135 projets financés.

Le tableau suivant donne quelques indications sur les branches concernées par les projets, les dossiers agréés et financés, les micro entreprises entrées en exploitation et les emplois créés.

Tableau - 11 : Les micro entreprises agréés et financées par l'ANSEJ à Constantine 2006.

Secteurs d'activités	Dossiers agréés et financés		Micro entreprise en exploitation	
	Nombre de dossiers	Effectif envisagé	Nombre de micro entreprises	Effectif
Agriculture	59	171	50	150
Artisanat	289	984	168	338
BTPH	207	882	196	975
Industrie	777	3229	630	2520
Maintenance	71	210	61	122
Professions libérales	147	341	147	341
Transport de Marchandises	375	2991	780	1560
Transport de voyageurs	207	803	370	740
Transports frigorifiques	102	637	200	400
Autres services	1001	261	98	196
Total	3235	10514	2700	7342

Source: ANSEJ – Constantine

Ce tableau nous amène à faire les observations suivantes :

La différence entre le nombre de demandes déposées (15 000) et le nombre de demandes acceptées (13 125) est établi par les dossiers rejetés parce que ne remplissant pas les conditions de recevabilité quant à la différence entre le nombre de dossiers acceptés (13 125) et le nombre de dossiers agréés (3 225) s'explique par la multiplicité des administrations, le manque de culture d'entreprise chez la majorité des demandeurs, la lourdeur des procédures administratives pour l'obtention de l'autorisation d'exploitation et la lourdeur des procédures bancaires pour l'obtention du prêt malgré les allègements opérés depuis 2004, et les mêmes causes expliquent la différence entre le nombre de dossiers agréés (3 225) et ceux entrés effectivement en activité (2 700) en plus des problèmes liés à l'obtention du foncier et à la nomadisation des entrepreneurs du fait de la pratique des forts loyers et des contrats de location à durée limitée. Il faudrait aussi signaler les difficultés de pénétration au marché par des non initiés et la corruption dans le monde des affaires.

4.3.4. Bilan d'activité de la CNAC dans la wilaya de Constantine :

Le nombre de dossiers déposés auprès de la CNAC en vue de soutien et d'accompagnement à la création d'activité a atteint 1 331 dossiers au 30 Novembre 2006. Plus de 50 % de ces dossiers (782) ont eu un avis favorable et ont été transmis aux banques pour financement. Parmi ces derniers seuls 295 dossiers ont obtenu le financement et leurs bénéficiaires sont entrés en activité en créant 718 postes de travail.

Tableau - 12: Répartition selon les branches des projets agréés par la CNAC

Secteur d'activités	Projets agréés	Projets en activité
Agriculture	42	6
Elevage	109	8
Transport	48	6
BTPH	95	39
Industrie	187	88
Services	301	148
Total	782	295

Source : CNAC- Constantine

4.3.5. Bilan d'activité de l'ANGEM dans la wilaya de Constantine:

Cet organisme est entré en activité dans la wilaya de Constantine au cours de l'année 2004. Le nombre des demandes de financement reçues depuis son entrée en activité jusqu'à la fin d'octobre 2006 s'élève à 2000. Seules 500 demandes ont été acceptées. Mais il n'y a que 60

bénéficiaires qui ont pu effectivement lancer leur activité Ce chiffre dérisoire s'explique par les raisons citées précédemment.

5. LES ENTRAVES A L'INVESTISSEMENT DANS LA WILAYA DE CONSTANTINE.

De multiples entraves a l'investissement peuvent être rencontrées, la majorité d'entre-elles ne concernent pas uniquement La Wilaya de Constantine, nous citerons particulièrement:

- La gouvernance locale, le foncier, la lourdeur des procédures administratives, la lenteur des financements bancaires. Les banques ne connaissent pas suffisamment leurs clients, ainsi elles apprécient mal la solvabilité des entreprises, la maîtrise de l'ingénierie bancaire est inexistante et la corruption administrative;

En plus des éléments précédemment mentionnés, la wilaya de Constantine regroupe des obstacles et fait face à d'autres entraves à l'investissement, nous citerons en particulier l'insuffisance:

- Des infrastructures de base, du réseau bancaire, des structures hôtelières, des restaurants et lieux de détente, des parkings,...etc.

6. MESURES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PME

Afin de prendre en charge le secteur des PME en Algérie et faciliter le développement, nous proposons une liste de mesures, selon le classement des difficultés. en premier lieu, l'allègement de la fiscalité et la subvention aux PME sont citées dans près de 48% des cas. En seconde position, nous notons la facilitation de l'accès aux matières premières (16%). En troisième position, les entreprises ont cité la concurrence déloyale (7%), la facilité de l'accès aux équipements (7%), l'allègement des charges sociales (6%), la lutte contre la bureaucratie (5.5%) et la facilité d'accès au crédit (5%). Nous retrouvons cette même hiérarchisation dans le secteur privé Les entreprises publiques ont proposé particulièrement la lutte contre la concurrence déloyale (24 %), l'allègement de la fiscalité (17%) et la facilitation de l'accès aux matières premières (13%). Nous constatons certaines différences par taille et secteur d'activité. Toutefois, l'allègement de la fiscalité, et l'accès aux matières premières ainsi que la lutte contre la concurrence déloyale ont été citées dans des proportions importantes dans tous les secteurs.

CONCLUSION

A la lumière de cette analyse, on peut conclure que l'Algérie représente une opportunité très attractive pour les investisseurs, sachant qu'elle est encore en phase de construction. Pour concrétiser cette perspective nous proposons les solutions suivantes:

- Assainissement du foncier industriel dans les zones d'activité et les zones industrielles, et achèvement de leur aménagement;
- Création de nouvelles zones d'activité, elles devront être des modèles du genre en ce qui concerne leur aménagement et devront faire l'objet d'une campagne publicitaire afin d'attirer des investisseurs nationaux mais aussi étrangers. Les activités des bénéficiaires devraient respecter un cahier des charges préalablement établies et feront l'objet, dans ce cadre, d'un suivi par les autorités compétentes;
- Réalisation de nouvelles structures, d'hôtels, de parkings, d'agences bancaires, et toute autre mesure de manière à améliorer l'image de la ville et à faire face à l'augmentation de la demande;
- Veiller à une meilleure coordination entre les différentes administrations impliquées dans les autorisations relatives au lancement de projets de manière à accélérer les procédures et la réalisation des investissements;
- Création d'un observatoire du marché du travail local dont la mission serait de suivre les changements dans le domaine de l'offre et de la demande des différentes catégories et qualifications. Il pourrait aussi fournir les indications nécessaires dans l'orientation des effectifs en formation professionnelle et universitaire;
- Améliorer les relations entre les universités et les secteurs socio économiques en donnant la possibilité aux cadres des entreprises de participer en tant que formateurs dans le domaine de la formation professionnelle ;
- Permettre aux cadres des administrations et des entreprises de compléter leur formation ou de se recycler;
- « Vendre » la nouvelle image de ville de Constantine dans les différentes manifestations telles que foires, salons d'exposition, en utilisant les différents moyens de communications dont l'Internet.

BIBLIOGRAPHIE:

1. ASSALA Khalil, PME en Algérie : de la création à la mondialisation, 8eme congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Haute école de Gestion(HEG) Fribourg, Suisse, 2006.
 2. BARRAL, P.E ,(1996): Twenty years of pharmaceutical Research Results Through the world (1975 -94), Rhône – Polenc Fondation Rorer, Paris.
 3. BASSO Olivier, (2006): Le manager entrepreneur: entre discours et réalité dirigé en entrepreneur, Pearson Education, Paris: France.
 4. Benzohra, B. (2007). Les structures d'accompagnement et d'appui pour les entrepreneurs en Algérie. Colloque international sur l'Entrepreneuriat et innovation dans les pays en voie de développement, Institut des Sciences économiques et de gestion, CU Khemis Meliana, Algérie.
 5. BOUTILLIER Sophie et UZUNIDIS Dimitri, (2009) : Le capitalisme et ses acteurs : perspective historique, Capitalisme et entrepreneurs, La capitalisme : mutations et diversité Cahiers français N°349, France.
 6. Cherabi, A. (2007). Le climat d'investissement dans la wilaya de Constantine, Projet de la modernisation de la métropole de Constantine. Constantine.
 7. Chetih, A. (2004). Guide de l'investissement et l'investisseur, Grand Alger Livres.
 8. CNES: Caisse Nationale Economique et Social, Constantine 2015.
 9. CORBEL, P. (2009): Technologie, innovation, stratégie de l'innovation technologique à l'innovation stratégique, Lextenso Edition, Paris.
 10. CORBEL, P. (2009): Technologie, innovation, stratégie de l'innovation technologique à l'innovation stratégique, Lextenso Edition, Paris.
 11. Journal Officiel Algérien.
 12. LANDRY, R, (2002): Does Social Capital Determine Innovation? To What Extent? Technological Forecasting And Social Change, Vol 69.
 13. LOEROY Frédéric, (2001) : Les stratégies de l'entreprise, 4e édition, Dunod, France
 14. Marbach, C. (2003). L'appui à la création de PME, point de vue du créateur. Agence des PME, Alger.
 15. Ministère de Petite et Moyenne entreprise et de la Petite et Moyenne Industrie, Article 4 - Loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise; décembre 2001.
 16. Secteur de la PME à la Wilaya de Constantine : Evolution et Tendances, Direction de la PME et de l'artisanat, wilaya de Constantine, juillet 2006-2016.
- www.pmeart-dz.org/fr, Ministère de Petite et Moyenne entreprise et de la Petite et Moyenne Industrie, Article 4 - Loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise, décembre 2001